



Prix de transfert, optimisation fiscale et partage de la valeur ajoutée : comment agir face aux multinationales ?

17 JANVIER 2023

RENCONTRES ENGAGÉES DE LA MÉTALLURGIE



#1

**OPTIMISATION FISCALE :
INTRO MACRO**

OPTIMISATION FISCALE, OPTIMISATION FISCALE AGRESSIVE, ÉVASION FISCALE, FRAUDE FISCALE, ÉVITEMENT FISCAL : DE QUOI PARLE-T-ON ?

- ▶ 2 principes à la base du système de taxation international :
 - Entités séparées : les entreprises multinationales ne sont pas assujetties à l'impôt en tant qu'entité unique, mais leurs filiales le sont chacune séparément;
 - Principe de pleine concurrence : les prix fixés pour les transactions intra-groupe (prix de transfert) doivent être les mêmes que dans des transactions entre entités indépendantes.

- ▶ Norme fiscale et non concept économique
 - Par nature, l'activité des multinationales dans plusieurs pays pose la question de la répartition de la valeur ajoutée entre filiales.
 - « Payer les impôts là où la valeur ajoutée est créée. »

- ▶ Les instruments de l'évitement fiscal :
 - prix de transfert dans les échanges entre filiales, localisation de la propriété intellectuelle dans les paradis fiscaux et royalties, dettes intra-groupe.

LES ENTREPRISES CONCERNÉES

► Les entreprises multinationales en France : 48% de l'emploi salarié marchand

- 13% pour les multinationales étrangères ;
- 35% pour les multinationales françaises ;
- dont un tiers d'ETI et ≈50% de grandes entreprises.

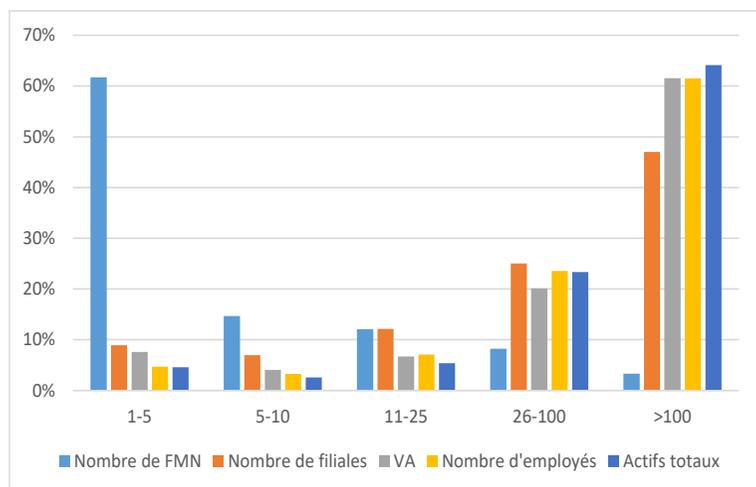
► 1. Répartition des entreprises selon le type de contrôle en 2019

	Entreprises		Salariés en ETP en France	
	Nombre total (en milliers)	Part (en %)	Effectif total (en millions)	Part (en %)
Entreprises indépendantes	3 148,4	94,8	3,5	28,6
Entreprises organisées en groupes de sociétés	171,9	5,2	8,9	71,4
Groupes franco-français	143,2	4,3	2,9	23,2
Firmes multinationales	28,7	0,9	6,0	48,2
sous contrôle français	13,7	0,4	4,4	35,0
sous contrôle étranger	15,0	0,5	1,6	13,2
Ensemble	3 320,3	100,0	12,4	100,0

Champ : entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Source : Insee, É sane 2019 (données individuelles).

Source: Les entreprises en France – Insee Références – Édition 2021.



Source: M. François & V. Vicard (2023). Seules les multinationales suffisamment complexes font de l'évitement fiscal. A paraître.

► Toutes les multinationales ne se valent pas

- 60% ont moins de 5 filiales
- 3% ont plus de 100 filiales
- La moitié détiennent directement leurs filiales
- 11% de groupes complexes, impliquant une chaîne de détention avec plus de deux intermédiaires.

L'OPTIMISATION FISCALE EN CHIFFRES



40 % des profits
des multinationales sont logés
dans des **paradis fiscaux**

Soit **200 Md\$**
de **perte d'impôt**



42 Md\$ de profit
sont logés dans des
paradis fiscaux

Soit **13,2 Md\$**
de **perte d'impôt**



In fine, c'est toute l'analyse sur le partage de la valeur ajoutée
qui s'en trouve faussée.

Profits perdus pour la France en 2019

en M \$	Profits perdus	Recettes fiscales	Part des profits perdus
Belgique	5 050	1 565	3%
Chypre	25	8	0%
Irlande	7 549	2 340	4%
Luxembourg	13 575	4 208	7%
Malte	455	141	0%
Pays-Bas	8 691	2 694	4%
Total paradis fiscaux UE	35 344	10 957	18%
Suisse	2 963	919	2%
Autres*	4 254	1 319	2%
Total paradis fiscaux hors UE	7 217	2 237	4%
Total paradis fiscaux	42 562	13 194	22%

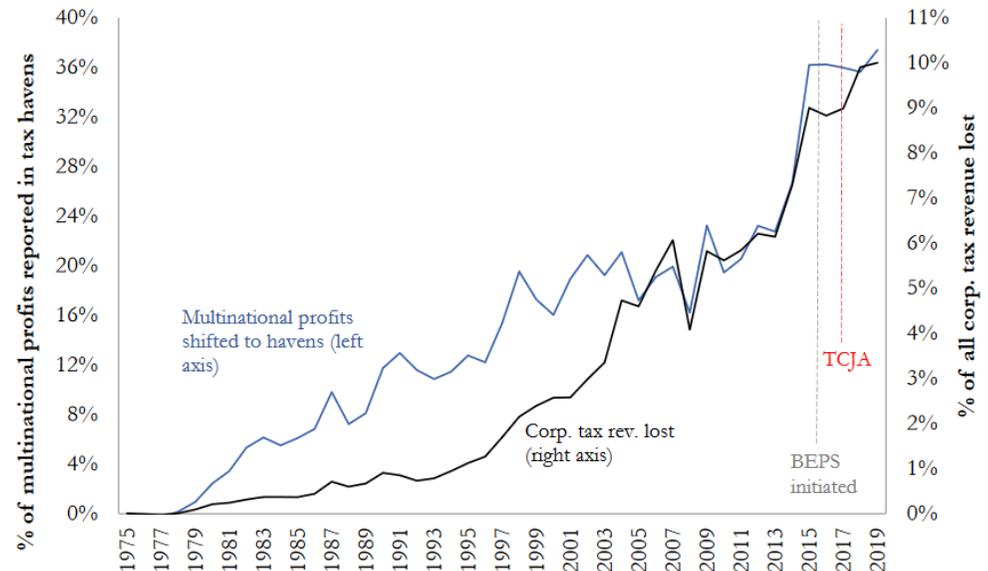
*Bermudes, îles des Caraïbes, Porto-Rico, Hong-Kong, Singapour, autres

Tørsløv, T, Wier, L. & Zucman G., 2022, *The Missing Profits of Nations*, *Review of Economic Studies*.
Données accessibles en ligne : missingprofits.world

DES RÉFORMES DU SYSTÈME DE TAXATION DES MULTINATIONALES

- ▶ BEPS 1 (2015) : réparer les trous dans la raquette
 - 15 actions : standards minimum (règles anti-abus, traités, etc.), reporting pays par pays, etc.
- ▶ BEPS 2 (en cours) : une réforme du système
 - Accord international négocié sous l'égide de l'OCDE en novembre 2021 ;
 - 2 piliers, notamment taxation minimum effective de 15% ;
 - En cours de mise en œuvre.
- ▶ Un impact agrégé limité, jusqu'à présent.

Figure 4: Multinational profits shifted to tax havens and corporate tax loss, 1975–2019



Source: L. Wier & G. Zucman (2022). Global profit shifting, 1975–2019. WIDER WP.



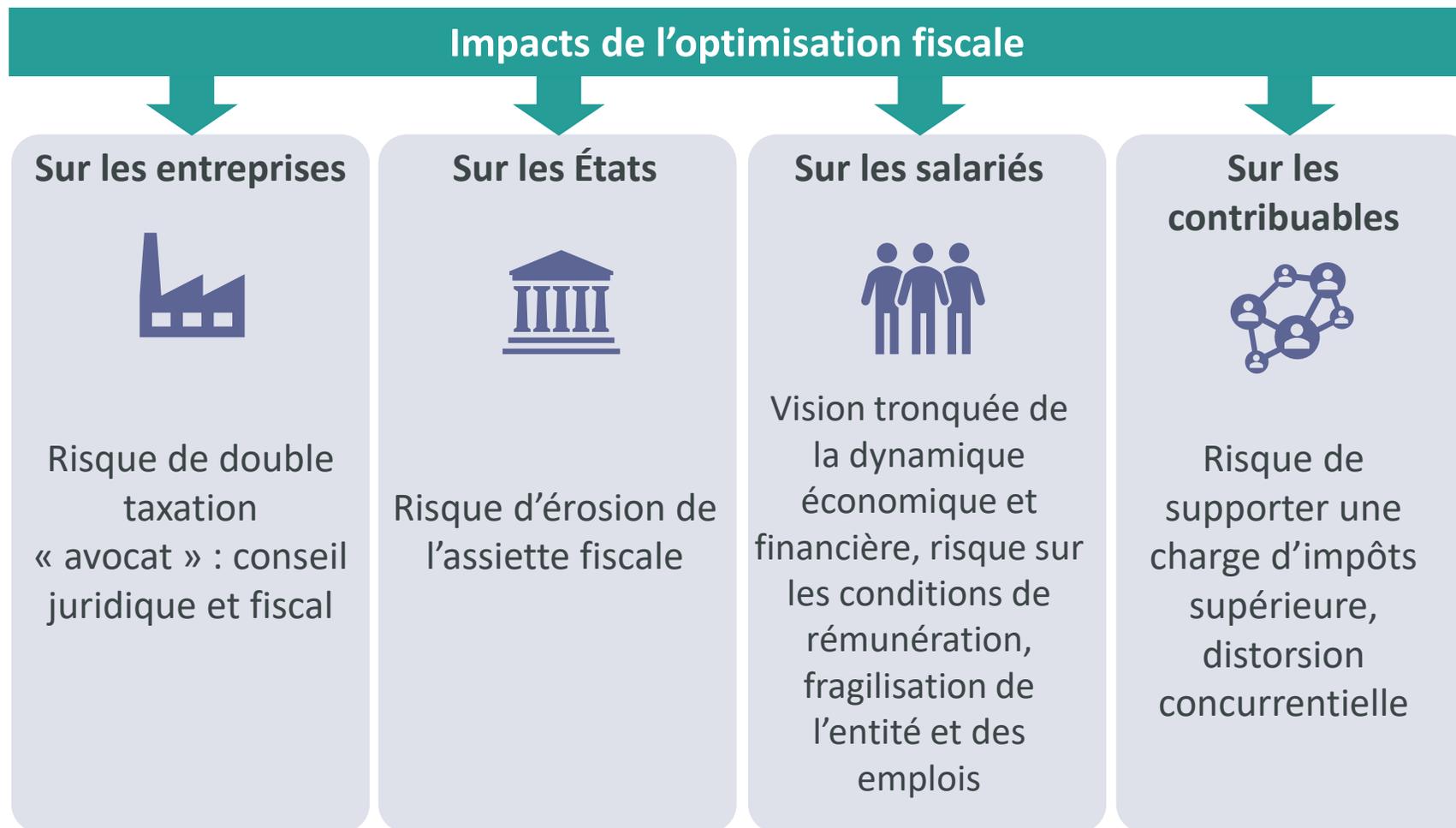
#2

**UNE MULTITUDE D'IMPACTS SUR
LES SALARIÉS ET LE DIALOGUE SOCIAL**



**#A. LES SALARIÉS ET LES IRP SONT
FORTEMENT IMPACTÉS PAR LES
PRATIQUES D'ÉVITEMENT FISCAL**

L'OPTIMISATION FISCALE A DES RÉPERCUSSIONS SUR LES BUDGETS PUBLICS, MAIS AUSSI SUR LA RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS ET SUR L'EMPLOI





De combien le montant de participation est-il minoré en France en moyenne dans des grands groupes ayant 1 ou plusieurs entités en France ?

-37%

d'après nos estimations fondées sur les travaux de Vincent Vicard



#B. COMMENT UN RÉGIME FISCAL PEUT-IL INFLUENCER LES POLITIQUES OPÉRATIONNELLES ET RH D'UN GROUPE ET DIMINUER IN FINE LES MARGES DE MANŒUVRE SYNDICALES ?

À PARTIR D'UN EXEMPLE

LE CAS ÉTUDIÉ > MAXIMISATION DU POTENTIEL OFFERT PAR LE DÉFICIT REPORTABLE LORS D'UNE FUSION

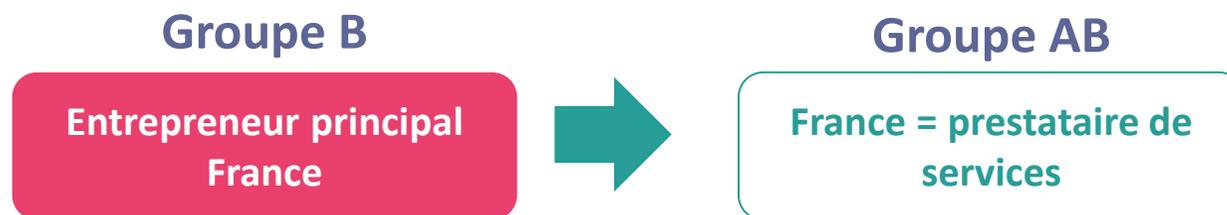
Avant *Pilotage opérationnel et management équitablement répartis entre les trois pays*



Après *Pilotage opérationnel et management concentrés en Suisse et au Luxembourg ; valorisation du groupe en hausse de 1 milliard d'euros*



LA FRANCE DEVIENT PRESTATAIRE, AVEC DES CONSÉQUENCES À RETARDEMENT POUR SES SALARIÉS



#1. Conséquences immédiates du passage d'entrepreneur principal à prestataire

- > **suppression de postes** avec disparition du top management localisé en France
- > **la participation devient nulle** par construction

#2. Conséquences à moyen terme de la fragilisation de la place de la France

Lors du plan de restructuration suivant la fusion :

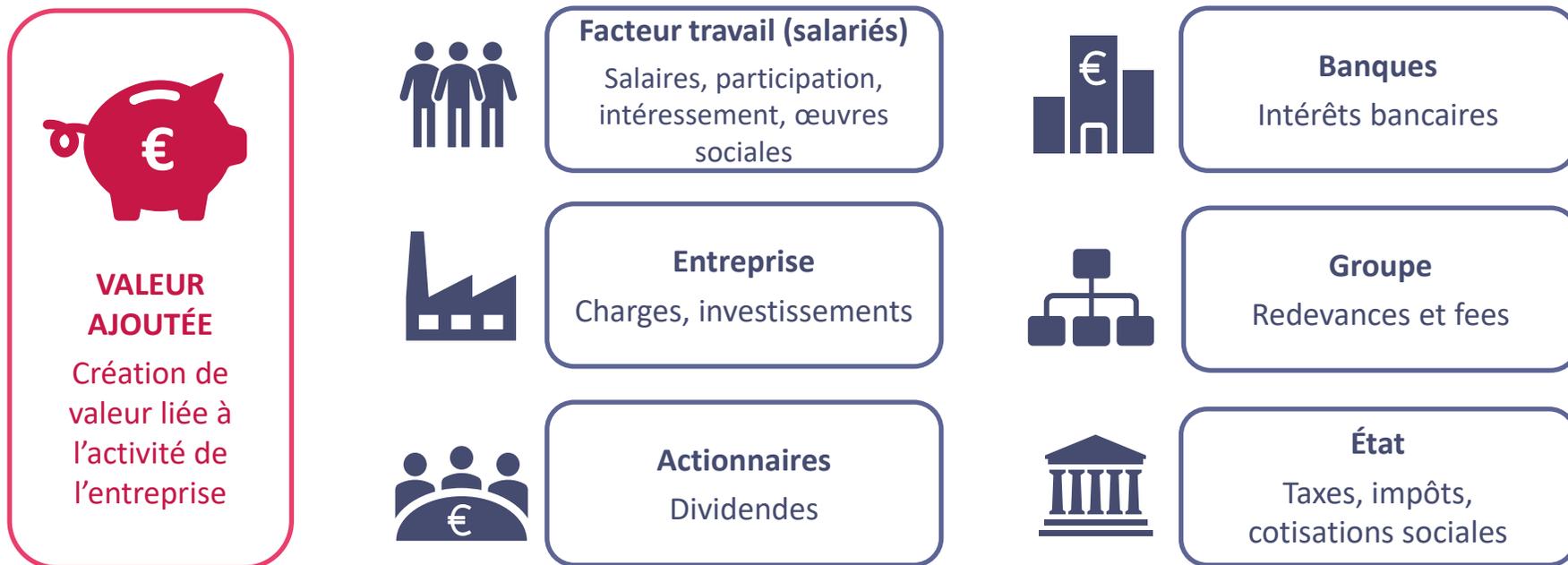
- > **des suppressions de postes bien plus nombreuses** en France qu'en Suisse ou au Luxembourg
- > **un PSE justifié par les pertes de la France**, elles-mêmes causées par le nouveau modèle de prix de transfert



**#C. UN PARTAGE DE LA VALEUR
AJOUTÉE BIAISÉ... ET DES RISQUES
INDUITS SUR L'EMPLOI**

QU'EST-CE QUE LA VALEUR AJOUTÉE ?

- ▶ Le partage de la valeur ajoutée permet de rétribuer les différentes parties prenantes de la création de valeur. **C'est donc un enjeu social, industriel et stratégique primordial.**



SAVOIR QUELLE EST LA VALEUR AJOUTÉE RÉELLEMENT CRÉÉE... AVANT DE DISCUTER DE SON PARTAGE

VALEUR AJOUTÉE
« réelle »



Optimisation

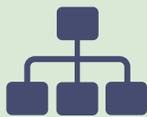


VALEUR AJOUTÉE
après optimisation



Des impacts (et donc des intérêts ?) opposés entre les différentes parties prenantes concernant l'optimisation fiscale

IMPACTS



Groupe



Actionnaires



Entreprise



État



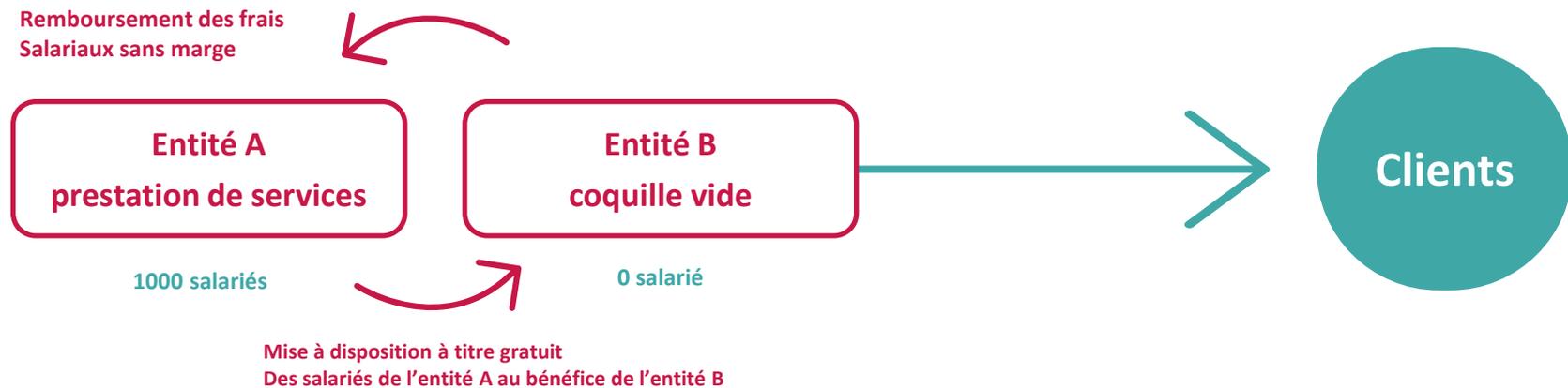
Facteur travail
(salariés)



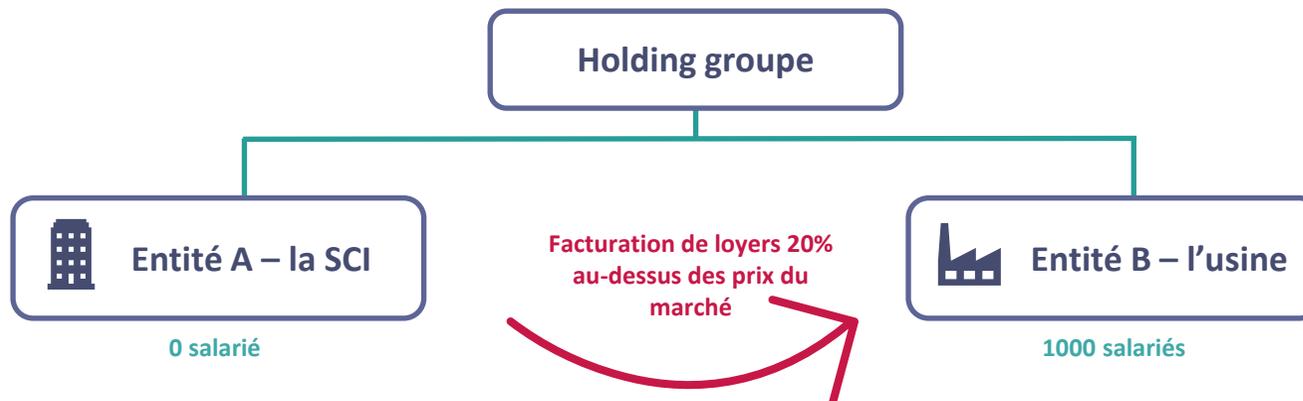
Banques

CELA CONCERNE AUSSI LES PME ET LES FLUX FRANCO-FRANÇAIS : DE L'OPTIMISATION FISCALE À L'OPTIMISATION SOCIALE...

Le prêt de personnel à titre gratuit à destination d'une coquille vide... avec une perte de rémunération conséquente sur les salariés



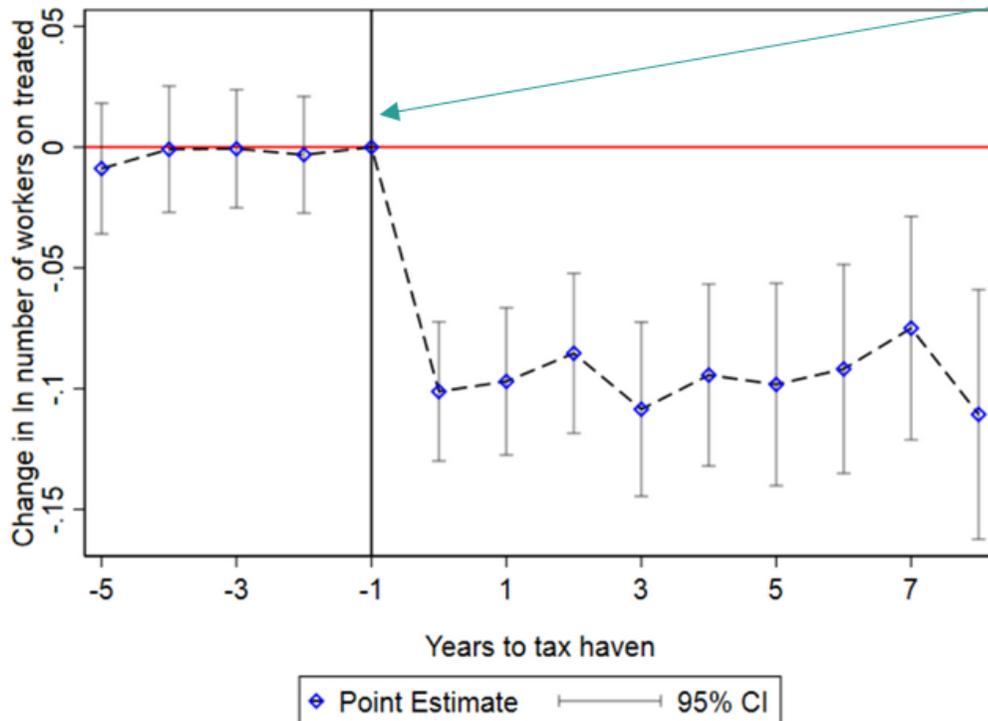
Des loyers au-dessus du cours du marché... au prix de la rémunération des salariés



L'ENTRÉE D'UNE MULTINATIONALE DANS UN PARADIS FISCAL EST SUIVIE D'UNE DIMINUTION DE SES EFFECTIFS

- ▶ Le recul moyen du nombre de salariés après l'implantation de la multinationale dans un paradis fiscal calculé par M. Lopez Forero est de **8,6 %**.

Evolution du nombre d'emplois après implantation dans un paradis fiscal

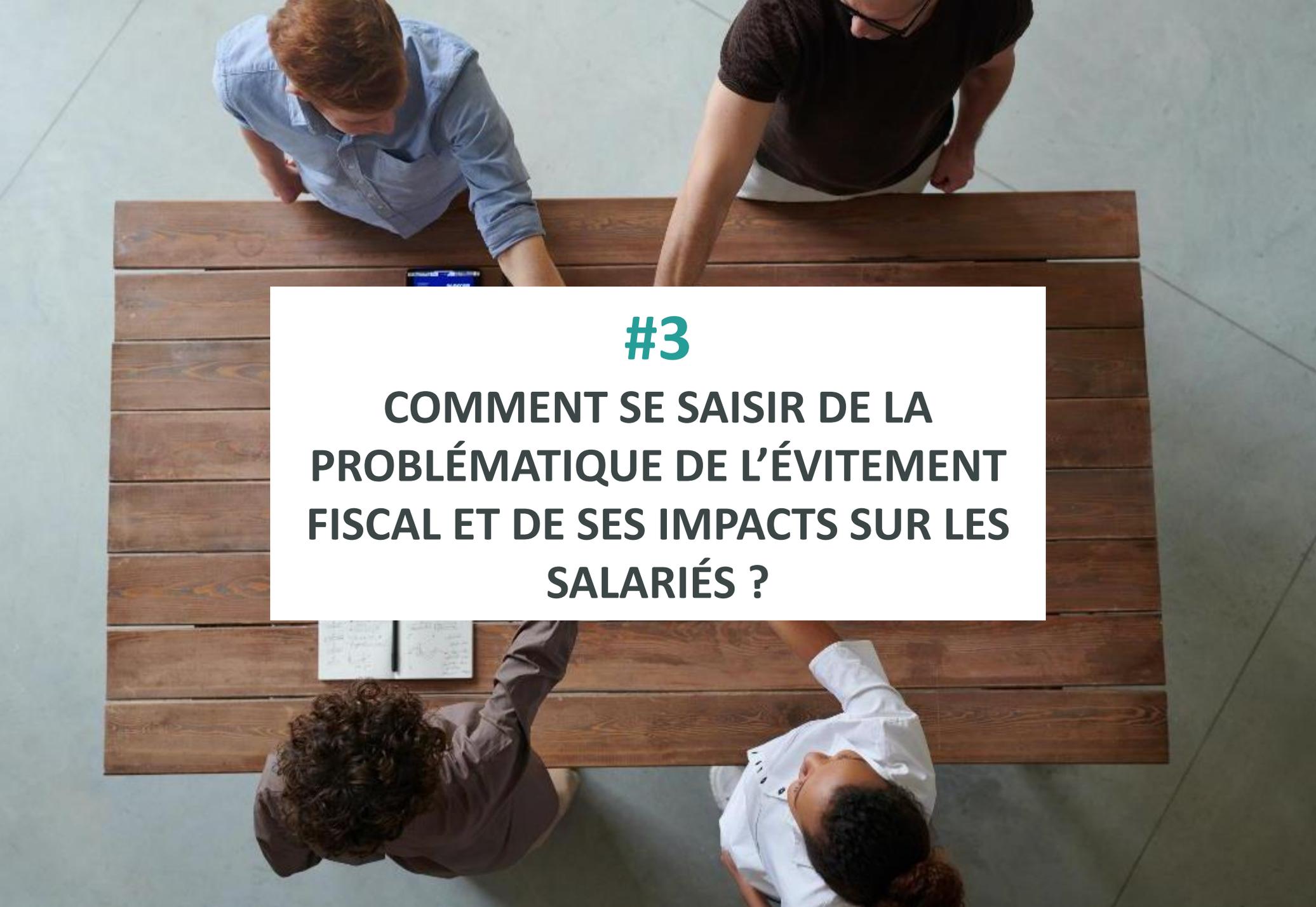


Dernière année avant l'implantation dans un paradis fiscal

Calcul d'après des données issues d'entreprises françaises de 1997 à 2015
Lopez Forero M., 2022, Agregate Labor Share and Tax Havens, Université d'Évry, Paris Saclay.

**#D. DISCUSSION AUTOUR D'EXEMPLES
POUR ILLUSTRER LA PROBLÉMATIQUE
ET LES DIFFÉRENTES MANIÈRES DE
S'EN SAISIR POUR LES IRP**





#3

**COMMENT SE SAISIR DE LA
PROBLÉMATIQUE DE L'ÉVITEMENT
FISCAL ET DE SES IMPACTS SUR LES
SALARIÉS ?**

SITUATION ACTUELLE : DE NOMBREUX FACTEURS DE BLOCAGE/DIFFICULTÉS

- **Sous-information voire absence d'informations des élus de la part des directions**
- **Sujet complexe qui rebute souvent directions comme IRP!**
- **Confidentialité invoquée de façon infondée pour éviter de partager des informations sur la stratégie fiscale.**



DES CONSÉQUENCES NÉFASTES SUR LA CAPACITÉ DES INSTANCES À ÉMETTRE UN AVIS ÉCLAIRÉ

- **Les CSE sont informés-consultés sur la situation économique et financière de leur entreprise...**
- **... sur des bases tronquées pour nombre de filiales de groupe ne leur permettant pas d'émettre d'avis réellement éclairés.**

DES LEVIERS EXISTENT POUR CET ENJEU MAJEUR D'INFORMATION (CONSULTATION) POUR LES IRP

- ▶ Mettre la question de la stratégie fiscale au cœur de l'info-consultation sur la situation économique et financière (avec la systématisation du partage d'informations fiscales au CSE)
- ▶ Un sujet qui doit peser sur les discussions autour du partage de la valeur ajoutée
- ▶ Des leviers juridiques potentiels existent sur un sujet difficile à manier pour toutes les parties prenantes (y compris les directions)

FACE À L'ÉVITEMENT FISCAL : QUELS RÔLES, POUR QUELS ACTEURS ?

- Tour de table autour des questions suivantes :
 - Rôle des différents acteurs ?
 - Quelles modalités d'accompagnement des équipes ?
 - Eventuel appui juridique ?
 - Des conseils aux équipes ?





CONTACTS

Mathieu FERT

m.fert@syndex.fr

Emmanuel REICH

e.reich@syndex.fr



**CONSEILLER
ET ACCOMPAGNER
LES REPRÉSENTANTS
DES SALARIÉS**

**CABINET D'EXPERTISE
POUR LES CSE**

**Suivez-nous sur
les réseaux sociaux**

syndex.fr //  // 